

Mur - MURS aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

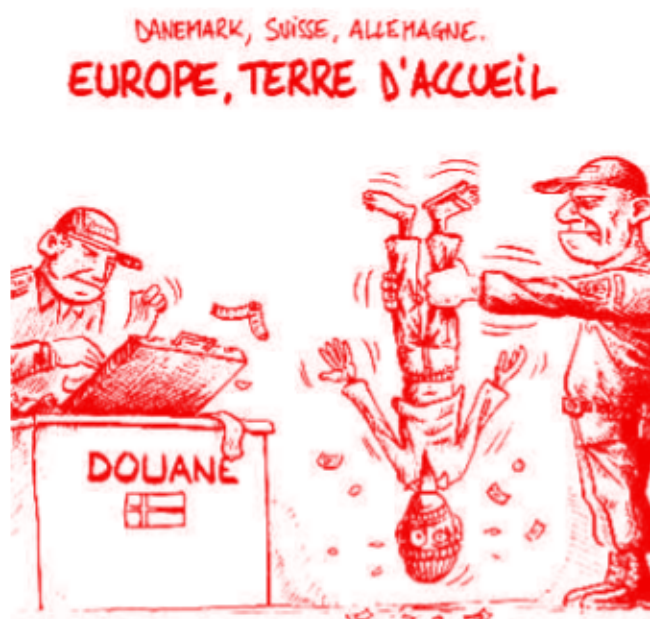
Mars 2016

On nous répète que l'immigration coûte cher... Mais à qui ?

La question se pose en effet ! Les états, notamment les plus riches, rackettent les demandeur·se·s d'asile et les personnes qui veulent une carte de séjour. Tout en stigmatisant les passeurs et les trafiquants de passeports ou de Visas, les états européens mettent en place un véritable business de l'immigration. Le but : dissuader les migrant.e.s de venir tout en se faisant de l'argent sur elles et eux.

Dans certaines régions d'Allemagne, les autorités fouillent les réfugié·e·s et prennent leurs biens quand ils dépassent la valeur de 350 euros. Le Danemark est en train d'adopter le même genre de lois. La Suisse saisit aussi l'argent liquide des demandeur·se·s d'asile au delà de 1000 francs. Elle va même plus loin en imposant par la suite une taxe de 10% sur leur salaires au motif qu'il faut

rembourser les aides sociales qu'il·elle·s ont perçu pendant l'examen de leur dossier.



Ce racket institutionnel par les Etats est monnaie courante, partout en Europe : timbres fiscaux pour chaque démarche ou carte de séjour hors de prix... Et encore, ces « prix à payer » sont visibles... Qui parle des cotisations au chômage, à la sécurité sociale, ou à la retraite qui n'ouvrent sur aucun droit ? Qui parle des impôts dont l'état profite mais qui rejette, exclue ou expulse la personne qui les paye ?

Et puis, il y a toutes les personnes sans autorisation de travail qui bossent au noir, une main d'œuvre corvéable et bon marché pour les patrons et l'économie européenne ! Les médias nous disent que les migrant·e·s coûtent chers... en réalité, les frontières rapportent gros ! Au delà de l'argent extorquée aux personnes les plus précarisées, la militarisation des frontières et les politiques sécuritaires font prospérer les entreprises européennes...

Alors, qui sont les profiteurs ?

Élan régressif dans l'espace Schengen : toujours plus de contrôles et de murs

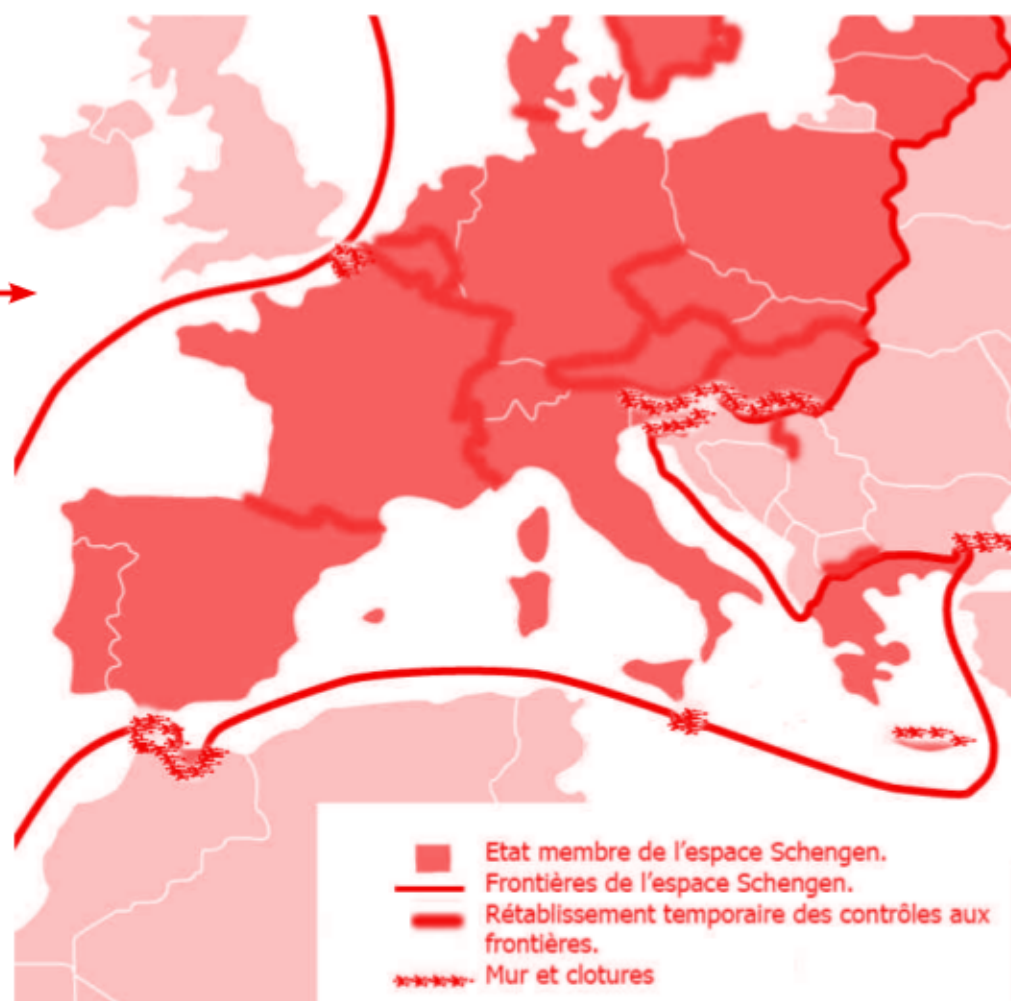
Les accords de Schengen ont été signés en 1985 pour favoriser la libre-circulation des marchandises et des capitaux, voyager librement n'a jamais été une priorité. L'ouverture des frontières intérieures de l'Europe s'est accompagnée dès le début d'une répression et d'un filtrage des migrations : contrôles généralisés, système de fichage, présence sur tout le territoire de la police aux frontières, dispositifs de surveillance militaro-policiers aux frontières, et apparition d'une novlangue sur le «risque migratoire».

Depuis l'été 2015, la libre-circulation est encore plus remise en cause. La surenchère de la guerre aux migrant.e.s entraîne la construction de murs et clôtures métalliques aux frontières extérieures et le rétablissement des contrôles aux frontières à l'intérieur même de Schengen (voir carte). Des clauses controversées autorisent les états à rétablir ces contrôles pour des périodes pouvant maintenant aller jusqu'à 24 mois en cas de «menace grave». La confusion entre migration et « menace grave » ne fait que favoriser la montée des nationalismes et des amalgames racistes qui s'affichent ouvertement.

Certains Etats cherchent à contenir l'immigration dans les principaux pays d'entrée de l'UE, leur demandant de devenir leurs gardiens. La Grèce est ainsi menacée d'une expulsion de l'espace Schengen, si elle n'enregistre pas efficacement les identités et les empreintes des migrant.e.s, et l'UE réclame la fermeture de la frontière avec la Macédoine afin de fermer la «route des Balkans».

En 14 ans, l'UE a dépensé 11 milliards d'euros pour expulser des personnes sans papiers, 2 milliards pour renforcer les frontières extérieures, plus d'un milliard pour financer Frontex, et promet 3 milliards d'euros pour retenir des migrant.e.s en Turquie. Ces obstacles rendent de plus en plus périlleux et onéreux ce parcours, ce qui induit une sélection insupportable parmi les migrant.e.s.

L'immigration n'est un problème que s'il existe des frontières !!



MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Mars 2016

Chaque jour se resserre l'étau qui étrangle les migrants

La violence à notre rencontre est quotidienne. Dès qu'il est question de manifester, la police verrouille l'entrée. Quand on en demande la raison : pas de réponse. Le racisme omniprésent et la discrimination empêchent toute personne d'entrer dans la ville. À tout moment, sans avertissement préalable et sans aucune raison, la police vous asperge et vous brûle le visage de gaz. La JUNGLE est une grande prison, au nom de l'Humanité !



L'humiliation est généralisée, le ressentiment et la colère gagnent tout le monde.

Cette lutte pourrait se terminer à Douvres, ce qui relève de l'impossible. Plus certainement, elle se termine soit au poste de police (ou à la prison), soit de retour à la Jungle bidonville, soit à la clinique pour soigner les blessures ou à la recherche de béquilles d'appui, conséquences des coups de matraques des policiers donnés gratuitement et copieusement pour vous empêcher d'essayer à nouveau, soit par la mort dans un accident de la circulation... alors le chauffard qui aura écrasé le piéton-migrant aura fui et la police ne le trouvera pas ou ne le cherchera même pas.

Scènes quotidiennes misérables, tristes et honteuses dans le pays de la liberté et des droits de l'Homme, dans cette terre d'asile dite modèle pour l'Humanité !

Ici les questions (problématiques) restent sans même un début de réponse.

Pourquoi la France accepte-t-elle de l'argent de la Grande-Bretagne pour fermer sa frontière commune ? L'UE n'a-t-elle donc pas de principe ? Est-il normal de violer le droit international ?

Pourquoi l'UE ne déclare-t-elle pas officiellement la fermeture de toutes ses frontières à l'encontre des réfugiés ou au contraire ne dénonce-t-elle pas la violation des droits des réfugiés ?

Pourquoi l'Angleterre paye et pourquoi l'UE se tait et reste muette ? Pourquoi la France exécute-t-elle l'agenda de la Grande-Bretagne contre les migrants ? Les intérêts valent-ils plus que les valeurs humaines et le "droit humanitaire" pour la France ?

Pourquoi ouvrir un nouveau camp ? Pour protéger du froid ou contrôler les réfugiés ? Mais combien de places disponibles, pour combien de personnes présentes ?

Les réfugiés ne sont-ils venus jusqu'ici que pour habiter dans un campement plus structuré ? Ou bien cherchent-ils un passage où les frontières seraient encore ouvertes ?

Article traduit de l'arabe, écrit par un migrant habitant dans le camp Jules Ferry à Calais
Merhaba No 3



BRÈVES LOCALES

Perquisitions abusives

Depuis le début de l'état d'urgence, il y a eu 90 perquisitions au titre de l'anti-terrorisme à Grenoble. Guidées par des logiques racistes islamophobes, elles n'ont rien donné sur la question terroriste, mais des familles sont restées sous le choc de la brutalité des perquisitions. Des personnes sans-papiers ont été clairement visées, puis assignées à résidence afin d'être expulsées. Pour toute agression islamophobe, le CCIF peut apporter un soutien juridique.

Mise à la rue de 60 personnes par l'église mormone

La préfecture pousse l'église mormone à expulser les 60 personnes, dont 30 enfants, qui occupent une de ses propriétés inutilisée depuis des années. Une mobilisation est en cours pour soutenir les habitant.e.s dans leur combat pour un toit décent.

Expulsion par la mairie de Grenoble

La mairie écologiste continue d'expulser sans reloger, en plein hiver. C'est le cas pour 2 maisons qui lui appartiennent, sont vides depuis des années, et ne sont concernées par aucun projet. Cela représente une trentaine de personnes mises à la rue, dont des enfants.

Les demandeurs d'asile mis à la rue par la Relève

50 familles sont concernées par les procédures d'expulsion de l'association en charge de l'hébergement des demandeurs d'asile pour le compte de la préfecture. Ces personnes, dont le contrat d'hébergement n'a pas été renouvelé, n'ont pas d'autorisation de travail et n'ont pas d'autres solution de logement.

Agenda

11 mars : Gestion des frontières : l'Europe en guerre ? Un exposé multimédia, didactique et radical sur les politiques migratoires européennes, 17h, Maison des associations à Grenoble.

16-19 mars : Rencontres de Géopolitique critique à Grenoble : "L'Afrique et le post-colonial : quels apports de la géopolitique?" Débats et tables rondes pour laisser place à des discours alternatifs.

Ce journal mural est un apériodique réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre à l'encontre des personnes exilées, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières ne sont pas des lignes, elles sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilés. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.